

# LIBERTÉ, NATION ET CONSTITUTION

## LE MODÈLE RÉVOLUTIONNAIRE ESPAGNOL EN ITALIE AU DÉBUT DES ANNÉES 1820

Gonzalo Butrón Prida

*Universidad de Cádiz*

Le premier libéralisme espagnol a défini un modèle révolutionnaire rapidement mythifié dans la péninsule Ibérique mais aussi en Amérique et dans certains pays européens où il exerça une influence importante dans les années 1820 et 1830. Pour la classe politique européenne au pouvoir aux lendemains de l'Empire, les craintes étaient grandes de voir se rouvrir, à partir de l'exemple espagnol, la crise révolutionnaire qu'il avait été si difficile de refermer en 1815. En revanche, tous ceux qui luttèrent contre l'absolutisme trouvaient une source d'inspiration dans la résistance des Espagnols pendant la guerre d'Indépendance, dans l'option politique représentée par la Constitution de 1812 et dans la stratégie du *Pronunciamiento*, ces trois éléments alimentant l'idéal romantique du peuple héroïque qui lutte contre l'oppression.

L'analyse des cénacles italiens d'opposition à l'absolutisme nous permet de mieux connaître les causes de l'influence considérable d'un modèle espagnol s'appuyant sur la complémentarité représentée par les trois éléments-clés évoqués plus haut. D'une part, la lutte contre l'occupation napoléonienne avait fondé les bases du sentiment national espagnol. D'autre part, la stratégie du *Pronunciamiento* avait démontré en 1820 la viabilité d'un modèle révolutionnaire associé à un programme idéologique qui, comme Irene Castells l'a signalé, s'articulait autour de trois idées fondamentales constituant un tout inséparable : Liberté, Nation et Constitution<sup>1</sup>.

Pour les libéraux italiens en général et pour les Piémontais en particulier, ces idées étaient susceptibles d'être adaptées à leur territoire. En effet, la résistance espagnole contre les Français évoquait la possibilité d'associer le combat contre le despotisme à la lutte contre la domination extérieure, représentée ici par la tutelle exercée par l'Autriche sur une grande partie des territoires italiens. Ensuite, la force acquise par la Constitution de Cadix en faisait un modèle pour des raisons pratiques, c'est-à-dire pour sa capacité de mobilisation, et idéologiques puisqu'elle

<sup>1</sup> I. CASTELLS OLIVÁN, « La Constitución gaditana de 1812 ». Plus récemment Irene Castells a approfondi l'analyse de l'intérêt des libéraux européens pour le modèle révolutionnaire espagnol : « La resistencia liberal » et « Le Libéralisme insurrectionnel espagnol ». **Le cas piémontais est développé dans : G. BUTRÓN PRIDA, *Nuestra sagrada causa*.**

proposait des solutions qui respectaient le système monarchique et la religion catholique dans le cadre politique né après la Révolution. Enfin, la capacité montrée par la stratégie du *Pronunciamiento* pour vaincre l'absolutisme en 1820 offrait un modèle d'action révolutionnaire accepté et reproduit par les libéraux italiens imprégnés de la culture politique du romantisme.

## I. — 1808 : GUERRE, INDÉPENDANCE ET LIBERTÉ

Le souvenir de la lutte entreprise par les Espagnols en 1808 contribua à universaliser les valeurs de la révolution espagnole et inspira largement les libéraux italiens. Ces derniers essayèrent de suivre les règles tracées par une lutte qui avait su conjuguer deux grandes aspirations : l'indépendance à l'égard d'une domination extérieure et la liberté face à l'absolutisme. En revanche, le troisième pilier de la formulation nationale mazzinienne, l'unité, en restait encore à ses balbutiements.

La mythification du processus qui aurait permis aux Espagnols de récupérer leurs droits et leurs libertés grâce à une lutte héroïque mûrit pendant les années qui suivirent la chute du premier régime libéral espagnol. Le fait est attesté par les références trouvées dans les discours piémontais, tant dans les milieux officiels que dans ceux de l'opposition, qu'ils soient de caractère modéré ou radical. Par exemple, le gouvernement piémontais démontra au début des années 1820 qu'il était conscient de la force du mythe forgé depuis 1808 autour des Espagnols. Il reconnaissait en effet avec inquiétude que ce mythe de la liberté, qui se manifestait à nouveau en Espagne avec le *Pronunciamiento* de Riego, avait éveillé la fascination des Italiens qui aspiraient à se débarrasser du joug autrichien. Concrètement, le ministre sarde des affaires étrangères avertissait du danger qui menaçait l'Europe, car la nouvelle tentative libérale espagnole évoquait la générosité de l'effort réalisé en 1808 face à l'immense pouvoir des armées napoléoniennes :

Je sais que, tandis que s'affligent les personnes sages et capables de calculer les conséquences fatales des soulèvements populaires, d'autres, animées des sentiments contraires, désirent ces soulèvements et se réjouissent à l'idée que, tout comme la guerre généreuse menée par les Espagnols fut le premier et le plus précieux moyen de détruire le pouvoir immense de Bonaparte, ces tentatives d'établissement d'un nouvel ordre des choses en Espagne puissent exercer une influence similaire dans d'autres lieux d'Europe et faire triompher les principes de ceux qui en sont les auteurs et les promoteurs<sup>2</sup>.

L'importance de l'expérience espagnole de 1808 était aussi reconnue par les milieux modérés comme modèle de stimulation de l'identité nationale. Ainsi,

<sup>2</sup> Archivio Storico Diplomatico del Ministero degli Affari Esteri, Rome (ASMAE), Legazione sarda a Madrid. B. 3, F. 1. Della Valle, Ministre des Affaires étrangères, au marquis Brignole Sale, Ambassadeur sarde en Espagne (Turin, 12 février 1820).

Pes de Villamarina évoquait dans son analyse de la guerre d'Indépendance la diabolisation de l'ennemi français comme le fait décisif à l'heure d'organiser la résistance. D'après lui, la conjonction de deux particularités du caractère espagnol avait été fondamentale : la religiosité, proche de la superstition, et l'orgueil qui avaient suffi à soulever la nation tout entière contre les Français. De plus, l'exemple espagnol alimentait un autre mythe, celui de l'unanimité qui, d'après le politique piémontais, avait caractérisé la réaction espagnole. Ceci laissait à penser que les Italiens ne seraient capables de se débarrasser de la domination extérieure qu'en agissant unis :

De si puissants motifs, blessant l'orgueil national, devaient naturellement ranimer chez les Espagnols (dont le courage héroïque et l'obstination à soutenir à tout prix leurs entreprises forment le distinctif du caractère national) le feu de cette haine invétérée qu'ils nourrissent pour les Français. Quelle différence au parallèle entre de telles causes et les moyens d'une grande Nation, mis en comparaison des peuples d'Italie habitués depuis des siècles à se considérer comme étrangers non seulement d'État à État, mais de province à province d'un même État<sup>3</sup> !

L'effet de la guerre d'Indépendance comme élément catalyseur du sentiment national espagnol s'accroît, au fur et à mesure que nous rapprochons du radicalisme, grâce à d'autres éléments présentant un intérêt pour la cause nationale italienne, comme l'opportunité du recours à la stratégie de la guerre de guérillas face à un ennemi supérieur d'un point de vue militaire. La conséquence directe de cette attention à la manière espagnole de combattre se trouve dans la réalisation de diverses études écrites par des Piémontais qui avaient eu un lien plus ou moins direct avec l'Espagne. Quelques-uns de ces écrits avaient un caractère plus général, comme *Storia della guerra di Spagna e del Portogallo contro Napoleone* et *Studi sulla guerra di Indipendenza di Spagna e del Portogallo*, publiés en 1816 et 1847 par Cesare Balbo, qui profita de son séjour en Espagne en tant que secrétaire de la légation sarde à Madrid pour parcourir une grande partie du territoire espagnol, s'intéresser à son histoire constitutionnelle et se documenter sur la guerre d'Indépendance espagnole, de laquelle il pensait qu'il était possible d'extraire des leçons utiles aux Italiens<sup>4</sup>. En revanche, d'autres travaux ont eu comme objet la guerre de guérillas, comme *Della guerra nazionale d'insurrezione per bande applicata all'Italia*, traité publié en 1830 par Carlo Bianco di Saint-Jorioz, qui eut une influence sur l'ensemble du mouvement national italien au travers du filtre de Mazzini. L'ouvrage de cet aristocrate, membre d'une société secrète piémontaise, impliqué dans la révolution de 1821 et exilé temporairement en Espagne soulignait non seulement

<sup>3</sup> E. PES DE VILLAMARINA, « Analyse du livre intitulé "De la révolution piémontaise" », pp. 79-80.

<sup>4</sup> Cesare Balbo était secrétaire de la légation sarde quand son père occupait le poste d'ambassadeur à Madrid, de novembre 1816 à octobre 1818. Il sera lui-même chargé d'affaires pendant quelques mois, d'octobre 1818 à juin 1819. E. RICOTTI, *Della vita e degli scritti*, pp. 365-366 et 372-373 ; G. P. ROMAGNANI, *Prospero Balbo*, pp. 297-347.

l'opportunité d'importer le modèle espagnol de lutte de guérillas, mais il insistait aussi, comme Pes de Villamarina l'avait fait auparavant, sur la capacité de la guerre menée par les Espagnols contre Napoléon à réveiller la nation espagnole grâce, fondamentalement, à l'exaltation du patriotisme et à la définition d'un but ultime qui était la libération du territoire national. Pour Bianco, la cause italienne pouvait tirer d'autres leçons de la guerre espagnole : l'efficacité de l'action combinée des guérillas et de l'armée britannique déployée dans la Péninsule, ou le rôle joué par le clergé dans la lutte<sup>5</sup>.

Le regard piémontais sur l'expérience espagnole ne se réduisait pas seulement à l'exaltation de la résistance anti-napoléonienne<sup>6</sup>. La valeur de l'expérience de la guerre avait d'autant plus de prix que cette dernière était perçue comme la circonstance grâce à laquelle la Constitution de 1812 avait été rédigée et promulguée. De sorte que le miroir espagnol devenait la référence indispensable pour les peuples qui luttaient pour conquérir leur indépendance et leur liberté.

## II. — LA CONSTITUTION ESPAGNOLE DE 1812 DANS LE MOUVEMENT PRÉRÉVOLUTIONNAIRE PIÉMONTAIS

Pendant les premières années de la Restauration de la maison de Savoie sur le trône piémontais, le texte constitutionnel espagnol a constitué un modèle normatif parmi d'autres dans la recherche d'une alternative à l'absolutisme. Toutefois, la modération dominante de la classe politique piémontaise relégua dans un premier temps l'option espagnole au second plan, face aux solutions plus tempérées, inspirées des régimes français et anglais. La Constitution espagnole fut durement critiquée par les cercles modérés qui l'ont d'abord disqualifiée en la considérant comme contraire au caractère piémontais, puis qui l'ont ensuite censurée, influencés par l'analyse de certains penseurs européens qui la considéraient comme démocratique et jacobine<sup>7</sup>. En ce sens, les témoi-

<sup>5</sup> F. DELLA PERUTA, « Carlo Bianco di S. Jorioz », pp. 239-240. Bianco di Saint-Jorioz a publié plus tard, en 1833, *Manuale pratico del rivoluzionario italiano desunto dal trattato sulla guerra d'insurrezione per bande*. Voir aussi P. PIERI, « Carlo Bianco conte di Saint Jorioz », et les actes du Colloque dédié à la figure de ce révolutionnaire piémontais : G. M. CAGLIERIS et V. SCOTTI DOUGLAS (éd.), *Dal Risorgimento alla Resistenza*.

<sup>6</sup> A. BISTARELLI, « El espejo español ».

<sup>7</sup> Les ouvrages de Karl Ludwig HALLER (*Sulla Costituzione Spagnola*, publié en allemand en 1814 et traduit en italien en 1821 à Modène et en 1822 à Venise) et de Jean-Denis LANJUINAIS (*Considérations politiques sur les changements à faire à la Constitution de l'Espagne pour l'assouplir, spécialement dans le royaume des Deux Siciles*, publié en français en 1820 et traduit en italien en 1821 à Naples) ont été particulièrement influents. Ignacio Fernández Sarasola, qui a étudié la réaction critique de la pensée européenne à propos de la Constitution espagnole de 1812, considère le livre de Haller comme « una demoledora catilinaria contra el documento, deshaciendo, uno por uno, todos los capítulos constitucionales en el mismo orden que estaban redactados ». I. FERNÁNDEZ SARASOLA, « La Constitución española de 1812 ». Le cas de Jean-Denis Lanjuinais, juriste français au caractère plus tempéré, était différent, puisqu'il proposait l'acceptation du texte de Cadix, en incluant une série de changements comme la reformulation du principe de la souveraineté nationale et l'incorporation d'une deuxième

gnages de Emanuele Pes de Villamarina, de Cesare D'Azeglio et de Cesare Balbo peuvent permettre de réaliser un rapprochement entre les fondements de la préférence pour des modèles modérés et les raisons de l'aversion à l'égard de la Constitution gaditane de 1812.

Le premier de ces témoignages, celui de Pes de Villamarina, est celui d'un homme politique modéré, éloigné du monde des sociétés secrètes et respectueux de l'ordre social et politique de l'Ancien Régime puisqu'il se montrait fier de croire en l'intervention de la Providence dans les affaires terrestres. Il était aussi convaincu que toute réforme devait être le résultat, en premier lieu, de l'action des gouvernants et jamais des gouvernés, et en deuxième lieu, qu'elle devait être le fruit d'une réflexion patiente de ceux qui se distinguaient par leurs talents et leurs lumières, et non la conséquence des tumultes, des désordres et de l'insurrection<sup>8</sup>. En vertu de ces principes, il n'est pas étonnant de le voir préférer la Charte française à la Constitution espagnole, pour laquelle il montrait une opposition sans réserve. Dans *Analyse du livre intitulé « De la révolution piémontaise »*, Villamarina critiquait le caractère étranger du texte espagnol et considérait comme un signe de bon sens la méfiance à l'égard d'un texte qui ne s'adaptait pas aux mœurs et aux institutions du Piémont. Il rejetait également son caractère révolutionnaire, imposé grâce à une révolte militaire<sup>9</sup>. Dans *La révolution piémontaise de 1821*, Villamarina insistait sur ce point, jusqu'à conclure que la Constitution espagnole était contraire à la monarchie car les rois ne pouvaient l'accepter qu'en y étant contraints par une insurrection. Pes de Villamarina estimait que le système démocratique proposé par le texte espagnol était incompatible avec la monarchie, parce qu'il dépouillait les souverains de leur dignité et de leur pouvoir, les transformant en marionnettes sans volonté. D'après lui, la foi monarchiste affichée dans la Constitution espagnole n'était pas sincère, mais faisait partie d'une stratégie qui visait à légitimer le programme politique de la classe moyenne, que Villamarina considérait comme la plus grande bénéficiaire du changement politique. Pour cette raison, il était persuadé que tout État qui adopterait le texte gaditain ne conserverait l'institution monarchique que pour la durée pendant laquelle cette dernière lui serait réellement utile :

Qu'est-ce que la Constitution d'Espagne ? Une vraie Démocratie. Un gouvernement démocrate peut-il avoir un roi ? Non, car roi et démocratie sont en opposition directe. Qu'est-ce donc qu'un roi avec la Constitution d'Espagne ? Rien du tout, un mannequin, une ombre, *il puncio a barziga*. Un État où cette constitution s'affermirait conserverait-il longtemps son roi sur le trône ? Non, dès qu'elle serait enracinée et qu'on croirait ne plus

---

chambre. L'écrit de Lanjuinais était connu de la jeune génération de patriciens piémontais, comme Cesare Balbo, qui publia en septembre 1820 un commentaire de la Constitution de Cadix largement influencé par celui de Lanjuinais, intitulé *Esame Della Costituzione spagnola del 1812, coi cambiamenti proposti da Lanjuinais pel Regno delle Due Sicilie* (cité par E. RICOTTI, *Della vita e degli scritti*, p. 438).

<sup>8</sup> PES DE VILLAMARINA a exprimé ces idées dans le manuscrit *Ricordi di un padre ai suoi amati figli*, ainsi que dans les conclusions de son « Analyse du livre intitulé "De la révolution piémontaise" », pp. xxxvii-xxxviii et 115.

<sup>9</sup> *Ibid.*, pp. 101-106.

avoir besoin de lui, on s'en débarrasserait [...] Cela posé, les arguments sont aussi faciles que les conséquences qui en dérivent sont naturelles. Si un Roi n'est rien avec la Constitution d'Espagne, aucun roi n'en voudra. Donc on ne peut obtenir sa signature qu'en s'insurgeant<sup>10</sup>.

La position de Cesare D'Azeglio coïncidait pour l'essentiel avec celle de Villamarina. Elisa Mongiano, qui a étudié quatre mémoires, écrits probablement en avril 1820 et envoyés par D'Azeglio à Prosper Balbo, soutient que le modèle constitutionnel espagnol n'avait pas de place dans l'horizon politique et idéologique du noble piémontais. D'une part, parce que, comme Villamarina, il répugnait à tout changement imposé par la force, si bien qu'il était disposé à accepter des solutions constitutionnelles si elles étaient le résultat d'un procès graduel de réformes. D'autre part, parce que le modèle espagnol rappelait des instances démocratiques que D'Azeglio n'acceptait pas, préférant le modèle parlementaire anglais, dont il admirait la capacité à fonder un régime durable et stable<sup>11</sup>.

Le troisième témoignage, celui de Cesare Balbo, est peut-être le plus important car Balbo a été le seul à connaître directement la situation espagnole. Comme les précédents, il préférait une solution non révolutionnaire qui respecterait les particularités du royaume sarde. Il pensait que la montée au pouvoir de la génération dont il faisait partie était proche et que cette génération était capable d'entreprendre un processus de modernisation politique<sup>12</sup>. En partant de ces idées, Balbo dénonçait à plusieurs reprises le modèle révolutionnaire espagnol. La dénonciation la plus forte se trouve dans *Professione di fede politica*, envoyée à Santarosa en décembre 1820. Il se montre dans ce texte favorable à l'établissement par le gouvernement d'un ordre constitutionnel au Piémont. Il était convaincu que cet ordre était indispensable pour apaiser les esprits, rassembler les Piémontais et qu'il favoriserait la maison de Savoie qui verrait ainsi augmenter son ascendant en Italie et son prestige à l'étranger. Néanmoins, il pensait que ces changements convenables, car promus par le gouvernement, pouvaient être dangereux car ils s'inspiraient de la révolution militaire et populaire espagnole, qu'il définissait de façon catégorique comme : « la chose la plus illibérale et dangereuse pour le peuple, le monarque, l'armée et l'indépendance nationale<sup>13</sup> ». Un peu plus tard, en août 1821, Balbo publia *Opinioni politiche*, une justification rédigée alors qu'il était en exil, afin de réfuter les accusations de ceux qui étaient partisans de la Constitution de Cadix. Il y associait le texte gaditain aux révolutions et le comparait à la Constitution française de 1791 dont il aurait hérité toutes les erreurs : l'appel au peuple, la méfiance envers la monarchie et la noblesse, l'oubli de l'importance de la tradition et des lois anciennes, l'affrontement inutile du roi et de la population qui les transformait tous deux en ennemis inconciliables destinés à s'affronter dans une lutte qui ne pouvait finir que par la destruction de l'adversaire et par la tyrannie

<sup>10</sup> *Ibid.*, p. 180, n. 1.

<sup>11</sup> E. MONGIANO, « Cesare D'Azeglio a Prospero Balbo ».

<sup>12</sup> E. RICOTTI, *Della vita e degli scritti*, pp. 375-376.

<sup>13</sup> *Ibid.*, pp. 393-395.

du vainqueur<sup>14</sup>. Finalement, il renouvela son rejet de la Constitution gaditane de 1812 dans une lettre du 10 avril 1822 dans laquelle il insistait sur la comparaison avec le texte français de 1791 et sur les raisons de son opposition à l'importation du modèle espagnol<sup>15</sup>.

Malgré le discrédit qui la frappait dans certains milieux, l'option espagnole finira par s'imposer dans le contexte révolutionnaire italien de 1821, grâce à la révolution espagnole de 1820 qui fit passer à nouveau l'Espagne au premier plan de l'actualité politique européenne. Devant les cercles d'opposition à l'absolutisme, les partisans du modèle espagnol pouvaient ainsi présenter celui-ci, comme le seul capable de garantir le triomphe de la liberté et d'entreprendre le chemin de la régénération.

### III. — LA CONSTITUTION ESPAGNOLE DE 1812 DANS LE CONTEXTE RÉVOLUTIONNAIRE DE 1820

Si le modèle espagnol était resté au second plan jusqu'en 1820, la fermentation révolutionnaire générée en Espagne et en Europe par le succès du soulèvement militaire de Riego, accentuée par l'activité propagandiste des révolutionnaires de l'Italie septentrionale, changèrent la donne. La revalorisation du modèle espagnol se fit au détriment des solutions de compromis proposées par les plus modérés, qui pour la plupart se sont vus obligés de définir leur position de façon plus radicale, soit en faveur de la révolution, soit en faveur de la réaction. Ainsi, une grande partie de l'opposition piémontaise à l'Ancien Régime finit par accepter le code gaditain comme modèle et par adopter une solution radicale qui a consisté à promulguer ce code comme loi fondamentale du royaume de Sardaigne en mars 1821.

La première option rejetée fut le projet de réforme patronné à partir de 1819 par Prosper Balbo à partir du gouvernement. Ce projet fut durement critiqué par la presse clandestine qui estimait qu'il n'exprimait pas les vœux de la nation, mais était l'expression directe des idées du roi et de ses conseillers<sup>16</sup>. Le système parlementaire anglais sur lequel reposait la Constitution sicilienne de 1812 et le modèle français de la Charte octroyée, qui avaient inspiré le projet du gouvernement piémontais, furent écartés malgré les appuis dont ils disposaient. Ainsi, d'après l'ambassadeur espagnol, le texte français avait l'approbation de bon nombre des dirigeants des sociétés de Turin qui partageaient les perspectives politiques et sociales du régime français. Cette position n'était pas dépourvue de considérations stratégiques : certains pensaient, par exemple à Naples, que l'adoption de la Charte pouvait favoriser un rapprochement avec la France et

<sup>14</sup> E. PASSAMONTI, « Cesare Balbo e la rivoluzione ».

<sup>15</sup> Id., « Una lettera inedita ».

<sup>16</sup> *Notizie del Mondo. Gazzeta italiana straordinaria*, n° 1 (6 avril 1820), dans Museo Centrale del Risorgimento, Rome, Manoscritti, 712. Il s'agit d'une publication romagnaise que l'on peut toutefois considérer comme représentative des cercles radicaux de l'Italie du Nord.



neutraliser ainsi la menace représentée par l'Autriche. Néanmoins, les avantages de l'alternative française ne furent pas suffisants pour freiner la progression de l'option espagnole qui finira par s'imposer au début de l'année 1821. Dès lors, plusieurs historiens ont essayé de tracer les étapes du processus qui poussa une génération politique tout entière à observer avec autant d'intérêt le modèle constitutionnel proposé à Cadix en 1812<sup>17</sup>, alors qu'il s'agissait, dans un premier temps, d'un texte très critiqué, qui ne recevait le soutien que d'une minorité.

Les diverses explications partent d'un débat préalable autour du degré de connaissance de la Constitution espagnole. Si cette dernière était peu ou pas connue de la masse de la population, il n'en allait pas de même de la classe politique piémontaise. À l'époque, le libéral Santorre di Santarosa affirmait dans *De la révolution piémontaise*, que les traductions du texte espagnol étaient très demandées auprès des librairies, alors que Pes de Villamarina, plus conservateur, se demandait combien parmi les centaines de personnes qui réclamaient la Constitution espagnole, la connaissaient vraiment. Il en arrivait à la conclusion que seule une minorité comprenait vraiment le texte<sup>18</sup>. Un siècle plus tard, Giovanni Bobbio insistait sur la connaissance limitée que les contemporains avaient de la Constitution de Cadix<sup>19</sup>, une opinion reprise par Juan Ferrando Badía puis, récemment, par Vittore Scotti Douglas. Le premier signale que le texte espagnol n'était familier qu'aux cercles sociétaires liés à la franc-maçonnerie espagnole, le second affirme qu'il restait pratiquement inconnu en 1820<sup>20</sup>.

Salvatore Candido et Marco Mugnaini soutiennent, avec des arguments plus solides, des opinions contraires en soulignant l'ampleur de la diffusion de la Constitution de Cadix. Candido rend compte des nombreuses éditions du texte et du désir des Italiens de le voir promulgué dans toutes les révolutions de ces années-là<sup>21</sup>. Mugnaini fait reposer son argumentation en trois points. Tout d'abord, il constate le grand enthousiasme provoqué par l'Espagne de la guerre anti-napoléonienne parmi les romantiques européens, en particulier parmi les Italiens. Il compare ensuite l'expérience vécue par les libéraux en Espagne et en Italie pendant la Restauration. Enfin, il affirme que l'intérêt suscité par l'Espagne dépasse les aspects mythiques de la résistance contre les Français car l'œuvre des Cortès de Cadix commence à être connue à partir de 1814, en particulier le texte de la Constitution de 1812 dans lequel la nation espagnole était décrite comme le sujet politique central, doué d'une volonté propre<sup>22</sup>.

<sup>17</sup> A. de FRANCESCO, *Rivoluzione e costituzioni*, pp. 130-131.

<sup>18</sup> E. PES DE VILLAMARINA, « Analyse du livre intitulé "De la révolution piémontaise" », p. 107.

<sup>19</sup> G. BOBBIO, « Appunti e note critiche », p. 18.

<sup>20</sup> J. FERRANDO BADÍA, *La Constitución española*, p. 18 ; V. SCOTTI DOUGLAS, « La Constitución de Cádiz », p. 259.

<sup>21</sup> S. CANDIDO, « La revolución de Cádiz », p. 252. Un rapport policier du mois de juillet 1821 faisant référence aux exemplaires des textes constitutionnels imprimés à Naples et saisis à Livourne, confirme l'idée de l'étendue du débat constitutionnel. La police a intercepté plus de 6 000 exemplaires, parmi lesquels se trouvaient 457 de la Constitution espagnole ainsi que 500 catéchismes constitutionnels espagnols (A. DE FRANCESCO, *Rivoluzione e costituzioni*, pp. 142-143).

<sup>22</sup> M. MUGNAINI, *Italia e Spagna nell'età contemporanea*, p. 47.



Il convient de ne pas oublier l'activité développée par les sociétés secrètes radicales qui ont contribué à faire du code gaditain un passage obligé permettant aux Italiens d'atteindre la liberté et l'indépendance. Cesare Balbo admettait que ces sociétés avaient réussi, tout en étant minoritaires, à faire croire à l'opinion publique que ceux qui se joignaient au courant radical contribuaient à l'union et à la fortification de l'Italie, à l'obtention de sa liberté et à l'expulsion des étrangers. En revanche, ceux qui s'opposaient au mouvement radical apparaissaient comme responsables de la division et, par conséquent, du retard dans la renaissance de l'Italie<sup>23</sup>. La Constitution de Cadix en est ressortie mythifiée, même si quelques-uns de ses principes, tels la reconnaissance de la souveraineté nationale, l'existence d'une chambre unique ou la limitation excessive du pouvoir royal, étaient difficilement admissibles dans certains milieux. Le texte gaditain fut diffusé dans un contexte de forte exaltation des esprits et réussit à devenir, selon l'expression de Balbo, « la parole, le nom et l'emblème autour de laquelle se réunissaient toutes les opinions libérales, les espérances libérales d'Italie<sup>24</sup> ».

L'idée de changement constitutionnel eut également un large écho dans les milieux universitaires, au travers d'un professorat à qui l'on a souvent inculqué des doctrines libérales. Marsengo et Parlato le confirment après l'analyse d'un rapport confidentiel commandé par le gouvernement afin de mieux connaître les professeurs de l'Université de Turin. La capacité scientifique du professorat, considérée comme parfaite, contrastait avec l'engagement politique et religieux des enseignants qualifié de médiocre. En conséquence, et toujours d'après ce rapport, une partie importante des professeurs était considérée comme dangereuse d'un point de vue politique<sup>25</sup>. Agostino Bistarelli a lui aussi relevé l'importance de l'opinion libérale dans le monde universitaire. Il a ainsi constaté que de nombreux volontaires de l'Université de Pavie s'étaient rendus au Piémont une fois la révolution commencée. Ils y avaient formé le bataillon *Minerva* et s'étaient unis aux étudiants du royaume transalpin<sup>26</sup>.

En tout cas, et sans entrer dans la question du degré de connaissance des articles du texte gaditain, le prestige de la Constitution de Cadix auprès de la classe politique et de la population piémontaises était particulièrement lié au souvenir du contexte de lutte nationale dans lequel elle était née et au sentiment que cette Constitution était plus démocratique que la Charte française et que la Constitution sicilienne de 1812. L'association constante des concepts d'indépendance et de liberté avec celui de constitution fut relevée par Eusebio de Bardají qui, en juillet 1820, rendait compte des progrès de l'influence espagnole dans la société piémontaise :

<sup>23</sup> E. PASSAMONTI, « Cesare Balbo e la rivoluzione », p. 308.

<sup>24</sup> E. RICOTTI, *Della vita e degli scritti*, pp. 372-373.

<sup>25</sup> G. MARSENGO et G. PARLATO, *Dizionario dei Piemontesi*, t. I, p. 202.

<sup>26</sup> A. BISTARELLI, « El espejo español », pp. 8-9.

*La idea de constitución, de algunos años a esta parte, se ha apoderado de tal modo de las cabezas, que no hay medio de resistir a ella, cualquiera que sea la conducta de los soberanos, y me atrevo a asegurar que cuanto más hagan impedirlo, tanto más pronta y general será la explosión<sup>27</sup>.*

Quelques années plus tard, une fois la vague révolutionnaire des années 1820 surmontée, Annibale Alberti revenait sur cette idée en affirmant que toutes les constitutions du Risorgimento ont eu une caractéristique commune, celle d'être un moyen et non une fin :

*Ni siquiera los pueblos, hay que decirlo, se preocuparon de la substancia de las constituciones: era la Constitución como idea general lo que se pedía, porque ésta significaba oposición viva y perenne a los anteriores sistemas de gobierno<sup>28</sup>.*

Paolo Colombo a mené récemment une réflexion à propos de la préférence des libéraux italiens pour les modèles constitutionnels déjà définis, au détriment de l'élaboration d'une nouvelle constitution, d'un texte original qui s'adapterait à leurs aspirations concrètes. D'après lui, les révolutionnaires italiens des années 1820 n'ont pas élaboré, ni aspiré à élaborer leur propre Constitution car une nation, ou au moins une portion représentative de celle-ci, s'était reconnue dans la constitution élaborée par une autre nation, c'est-à-dire dans la Charte monarchique et catholique de l'Espagne anti-napoléonienne qui offrait un cadre cohérent par rapport aux valeurs politiques des soulèvements de 1820 et 1821. Par conséquent, aucune forme de « patriotisme constitutionnel » n'a été encouragée et aucune véritable volonté constituante ne s'est développée<sup>29</sup>.

Tout comme en Espagne, la culture romantique du premier libéralisme italien avait cru que la seule implantation de la Constitution de Cadix, à laquelle on avait attribué une valeur presque sacrée, inaugurerait une nouvelle ère qui en finirait, une bonne fois pour toutes, avec l'ordre ancien. Ce processus a permis de percevoir le texte gaditain comme une vérité indiscutable en laquelle il fallait absolument croire. D'après Colombo, la Constitution de 1812 fut considérée comme une vérité thaumaturgique d'un point de vue politique et comme le résultat d'une démarche rationnelle d'organisation d'un nouvel ordre social et politique. Il n'était plus question d'une logique constitutionnelle qui soumettait la promulgation de la constitution au changement politique ; bien au contraire, la constitution était devenue, elle-même, une « idéologie ». Dans l'esprit des Italiens de 1820, la Constitution s'était transformée en motif et moteur de la révolution et, par conséquent, devait exister de manière préalable au soulèvement qui devait

<sup>27</sup> Archivo Histórico Nacional, Madrid (AHN), Estado, 5723/1, Bardají à Pérez de Castro (Turin, 17 juillet 1820).

<sup>28</sup> V. SCOTTI DOUGLAS, « La Constitución de Cádiz », p. 259. Scotti n'offre pas la citation complète d'Alberti, il signale seulement qu'elle correspond à l'introduction des actes des assemblées pré-unitaires.

<sup>29</sup> P. COLOMBO, « Costituzione come ideologia », pp. 151-157.

inaugurer le processus révolutionnaire<sup>30</sup>. La foi déposée dans la Constitution de Cadix rendait donc superflue l'ouverture d'un processus constituant propre, ce qui, dans un contexte d'urgence, facilitait la tâche des promoteurs de la révolution.

Eusebio de Bardají nous transmet l'un des rares témoignages de la perception de cette idée de constitution parmi les cercles sociétaires piémontais. Il s'agit de son commentaire à propos des faits survenus en août 1820, quand les maisons des ministres étaient emplies de la propagande en faveur de la Constitution espagnole — « *La Constitución Española. Viva el Rey* » entendait-on — et quand les ministres reçurent au même moment un rapport anonyme où l'on essayait de les convaincre qu'il était préférable que le roi octroie de manière libre et spontanée une constitution s'il ne voulait pas se voir forcé à le faire. La démarche préconisée par ce rapport était toutefois en grande partie stratégique car, après l'appel initial à la Constitution espagnole, il recommandait l'établissement d'un système constitutionnel tempéré, doté de deux chambres<sup>31</sup>.

Un bon exemple de l'acceptation pratique du modèle révolutionnaire espagnol était celui de Santorre di Santarosa, qui cessa d'être modéré et devint l'un des principaux défenseurs de la Constitution espagnole au Piémont. Il ne s'agissait pas d'un changement sincère car Santarosa, en démontrant une forte dose de pragmatisme, épousa la cause révolutionnaire, contraint par la forte attraction que le texte espagnol exerçait et par la nécessité de ne pas s'écarter du chemin tracé par les Napolitains<sup>32</sup>. Ainsi, son intention était de profiter de l'extraordinaire capacité de mobilisation démontrée par la Constitution de Cadix, sans toutefois appliquer le modèle espagnol proprement dit. En effet, il était partisan, une fois l'écroulement de la monarchie absolue réussie, d'une modération des principes définis à Cadix afin de les rendre admissibles par une base politique et sociale beaucoup plus large. En juillet 1820, il exprimait ses préventions envers la Constitution de Cadix dans une lettre à Cesare Balbo, tout en étant déjà impliqué dans la lutte en faveur de l'instauration du texte espagnol. Il y avouait sa crainte de voir cette constitution s'enraciner en Italie :

Je suis affligé par le fait que cette Constitution de Cadix qui semble tant nous convenir ne soit en réalité dangereuse et ne s'enracine en Italie<sup>33</sup>.

Un peu plus tard, au début de l'année 1821, il donna une preuve de son pragmatisme dans un projet de modification du texte gaditain. Il y prétendait contenir la prééminence politique octroyée aux Cortès à Cadix grâce à la création d'une deuxième chambre et au renforcement du pouvoir royal<sup>34</sup>.

<sup>30</sup> *Ibid.*

<sup>31</sup> AHN, Estado, 5723/1. Bardají à Pérez de Castro (Turin, 1 août 1820).

<sup>32</sup> La force de l'exemple napolitain fut signalée par Santarosa dans ses mémoires, avec des arguments que Pes de Villamarina a essayé de démonter : E. PES DE VILLAMARINA, « Analyse du livre intitulé "De la révolution piémontaise" », p. 100. Quant à la position de Santarosa, voir aussi J. FERRANDO BADÍA, *La Constitución española*, p. 80.

<sup>33</sup> Lettre datée du 17 juillet 1820 dans : E. PASSAMONTI, « Cesare Balbo e la rivoluzione », p. 279.

<sup>34</sup> J. FERRANDO BADÍA, *La Constitución española*, p. 84-85.

En définitive, bien ou mal connue, la Constitution espagnole avait fini par être perçue, y compris par certaines personnes qui avaient défendu des prémisses contraires à celle-ci, comme la lumière qui guiderait les Italiens vers le chemin de la régénération. Toutefois, le pragmatisme révolutionnaire n'est pas seul responsable du fait que l'option constitutionnelle gaditane ait été acceptée comme le seul choix valable dans le contexte très particulier de l'année 1821. D'autres facteurs entrèrent en ligne de compte. En premier lieu, la Constitution de Cadix semblait capable de résoudre la question fondamentale de la monarchie dans le cadre politique post-révolutionnaire. Dans le débat constitutionnel piémontais, qui n'a guère laissé de place au développement d'une option républicaine, l'exemple espagnol offrait une solution attirante, d'autant plus que les difficultés pour conjuguer l'exercice du pouvoir attribué au roi et aux Cortès par la Constitution n'étaient pas encore apparues au grand jour en Espagne en 1821. Elles ne le seront que l'année suivante. En second lieu, l'affirmation de la nation catholique présente dans la Constitution espagnole constituait un chemin pertinent à suivre pour les Italiens pendant la transition de la monarchie catholique au libéralisme<sup>35</sup>. Enfin, d'un point de vue stratégique, l'appel des révolutionnaires italiens à l'histoire récente du libéralisme espagnol permettait de lier le combat pour la liberté et contre le despotisme à la lutte pour l'indépendance nationale.

Au début de l'année 1821, Eusebio de Bardají, témoin et agent exceptionnel de la révolution piémontaise<sup>36</sup>, voyait dans la faveur dont bénéficiait la Constitution espagnole autant l'expression d'un pragmatisme révolutionnaire que la force d'un mythe forgé autour de 1808 et renouvelé avec succès en 1820. D'après le diplomate espagnol, la Constitution de Cadix avait démontré son fort pouvoir d'attraction, malgré la présence à Turin de nombreux partisans du modèle français qui s'étaient résolus à sacrifier leurs préférences, plus par pragmatisme que par conviction, et à laisser la place au radicalisme afin de profiter de la conjoncture ouverte par la révolution espagnole de 1820 :

*Todos fundan sus esperanzas en nosotros, como sostenedores de la libertad de Europa y capaces de mantener la gran reputación que hemos adquirido en la guerra de la Independencia Nacional y en la gran revolución del año próximo pasado*<sup>37</sup>.

L'analyse de Balbo, l'exemple de Santarosa et le regard de Bardají permettent de comprendre la clé du succès de l'option espagnole face à une alternative constitutionnelle modérée. Comme l'ont signalé Marsengo et Parlato, l'option modérée a fini par perdre l'avantage dont elle disposait au départ, c'est-à-dire la domination de postulats constitutionnels conservateurs dans d'importants cercles d'oppo-

<sup>35</sup> J. M. PORTILLO VALDÉS, *La Nazione cattolica*.

<sup>36</sup> G. SPINI considère que la correspondance de Bardají constitue un reflet fidèle de la pensée et des aspirations politiques du patriciat piémontais qui, dans un premier temps, agit selon des perspectives modérées, pour ensuite accepter des modèles plus radicaux, comme celui défini par la Constitution de Cadix (« Mito e realtà », pp. 71 et 88-90).

<sup>37</sup> AHN, Estado, 5723/2. Bardají à Pérez de Castro (Turin, 12 février 1821). Voir aussi G. SPINI, *Incontri europei*, pp. 167-173 et 170.

sition à l'absolutisme. Cette option gaspilla aussi d'autres avantages dont elle disposait, en particulier le fait qu'une constitution d'influence française dans le royaume de Sardaigne aurait compliqué la redoutable intervention autrichienne tandis que la proclamation de la Constitution de Cadix invitait, comme il a été démontré plus tard, à la réaction des puissances continentales<sup>38</sup>.

#### IV. — VERS LA RÉVOLUTION

En 1820 vint le moment de mettre en pratique le modèle révolutionnaire espagnol qui impliquait l'organisation d'un soulèvement militaire. Comme en Espagne, ce dernier devait unir les civils et les militaires dans la lutte révolutionnaire. La victoire permettrait d'entamer un changement politique important, tout en garantissant l'ordre car le changement était pensé sans effusion de sang, ni convulsion sociale profonde. Le succès des soulèvements militaires en Espagne, à Naples et au Portugal confirmait qu'il s'agissait de la seule stratégie capable de renverser l'absolutisme. Comme le signale Marco Mugnaini, la sympathie à l'égard de l'Espagne sur le plan littéraire se déplaça dans le domaine de l'action politique concrète à la faveur du soulèvement de Riego<sup>39</sup>.

La stratégie du *Pronunciamiento* devenait réalité et permettait d'envisager le passage de la conspiration de salon à l'action. Un puissant sentiment anti-autrichien amplifia le mouvement et devint très rapidement un des piliers de la création de l'identité nationale italienne. Giorgio Candeloro l'a exposé clairement il y a déjà cinquante ans : la consolidation de l'influence autrichienne sur l'Italie après le Congrès de Vienne avait fait des Habsbourg le grand ennemi de l'indépendance, de l'unité et du progrès de l'Italie. L'accentuation de la présence autrichienne compliquait le travail du mouvement national italien, mais il permettait aussi de simplifier le projet insurrectionnel en définissant un ennemi commun<sup>40</sup>.

La force de ce sentiment a été relevée, par exemple, par le marquis de La Tour du Pin, ambassadeur français à Turin, qui remarquait à son arrivée dans la capitale piémontaise en septembre 1820 : « Il faut bien peu de séjour ici pour s'apercevoir que les Autrichiens sont en détestation dans ce pays<sup>41</sup> ». Un autre diplomate, l'ambassadeur espagnol Bardají considérait, en août 1820, que les rumeurs concernant une intervention autrichienne à Naples avaient causé une méfiance considérable dans le royaume sarde et que la confirmation de la nouvelle et des préparatifs militaires était devenue l'élément déclencheur d'une première réaction italienne.

<sup>38</sup> G. MARSENGO et G. PARLATO, *Dizionario dei Piemontesi*, t. I, pp. 211-212.

<sup>39</sup> M. MUGNAINI, *Italia e Spagna nell'età contemporanea*, p. 91.

<sup>40</sup> G. CANDELORO, *Storia dell'Italia moderna*, pp. 15-16.

<sup>41</sup> La citation correspond à une dépêche envoyée par La Tour du Pin à Paris le 9 septembre 1820. Un peu plus tard, dans une dépêche datée du 30 décembre, il nuance cette première impression en affirmant que les Piémontais formaient le peuple d'Italie le moins anti-autrichien, ce qui rendait peu probable une manifestation séditieuse de leur part (G. de BERTIER DE SAUVIGNY, *Metternich et la France*, t. II, pp. 337 et 479).

Bardají, bien informé de l'évolution de la trame de la conspiration piémontaise et italienne, attribuait un rôle moteur tant à l'influence de l'exemple espagnol, qu'au rejet de la réaction du gouvernement autrichien. La conjonction des deux éléments facilitait ce qu'il appelait, en utilisant le langage révolutionnaire de l'époque, *la explosión*. Concrètement, il pensait que les événements espagnols et leur répercussion napolitaine se trouvaient à l'origine de la réaction remarquée dans les cercles piémontais d'opposition à l'absolutisme car

*todo hubiese continuado por bastante tiempo sobre el pie en que estaba si los acontecimientos de España no hubieran producido una sensación tan extraordinaria en el ánimo de los italianos, y si los napolitanos no hubiesen imitado nuestro ejemplo.*

Bardají n'oubliait pas toutefois le rôle de la politique d'intervention de l'Autriche qui, après avoir doté le mécontentement existant d'un sens national, avait donné une impulsion décisive à la cause libérale :

*Así es que yo considero a la Italia alarmada en el extremo con la aparición del ejército austriaco en el reino Lombardo-Véneto, y aunque por el pronto suspenderá todo movimiento parcial que pueda comprometerla, tengo para mí, como creo haber dicho a V. E. en mis anteriores despachos, que si hay un medio de nacionalizar el espíritu público de los italianos, es el que el Austria acaba de adoptar<sup>42</sup>.*

Le sentiment anti-autrichien, devenu un élément fondamental du progrès de l'idéal national italien, agit ainsi comme le parfait élément de défense du modèle révolutionnaire espagnol, fondé sur l'aspiration à l'obtention de la liberté et de l'indépendance nationale à travers l'implantation de la Constitution de Cadix. Dans le cas précis du Piémont, l'aversion à l'égard de tout ce qui avait une origine autrichienne permit d'associer les différentes familles libérales, tant parmi la classe politique et l'élite sociale que parmi l'armée et l'ensemble de la population. Une majorité des Italiens voyait en l'Espagne l'exemple à suivre pour susciter la même réaction que celle observée en 1808 par les Espagnols face à l'occupation française. En définitive, le modèle révolutionnaire espagnol atteignit une telle influence sur les Piémontais qui luttèrent contre l'absolutisme, qu'il devint la seule option envisageable. Dans ces circonstances, les solutions radicales l'emportèrent, au détriment des propositions intermédiaires et donc de toute perspective de réforme initiée par le régime absolutiste. On assista alors

<sup>42</sup> AHN, Estado, 5723/1. Bardají à Pérez de Castro (Gênes, 19 août 1820). Quelques semaines plus tard, l'extension du sentiment anti-autrichien fit croître l'enthousiasme du représentant diplomatique espagnol à propos des chances de succès de la révolution qui était presque certaine : « La idea de que unos extranjeros vengan a turbar su sosiego y arrancarles lo que poseen genera un odio tal en todos los corazones, que me atrevo a asegurar que los más enemigos del sistema constitucional lo abrazarán con preferencia al yugo austriaco. Resulta po lo tanto de cuanto dejo expuesto, que si antes de comparecer el ejército austriaco había en Italia un cincuenta por ciento que desaba la variación, en el día, sin temor de equivocarme, pueden contarse con 95 ». Bardají à Pérez de Castro (Luca, 1<sup>er</sup> septembre 1820).

à une réduction progressive du nombre des acteurs de la scène politique à deux camps opposés, celui de la réaction et celui de la révolution. Appelé à définir une nouvelle dynamique politique, le choc de ces deux principes domina, comme en Espagne, les premières années de la décennie des années vingt et permit, bien que très brièvement, d'essayer de mettre sur pied quelques mesures réformistes directement inspirées du modèle révolutionnaire espagnol, dans le royaume de Sardaigne.



